

Des activistes des droits de l'homme poursuivis au Burundi

PANA, 18/08/2008 Bujumbura, Burundi - Le président sortant de la principale ligue nationale de défense des droits de l'homme du Burundi, "Iteka", Jean-Marie Vianney Kavumbagu, et son ancien assistant, Joseph Mujiji, ont déclaré lundi, avoir été entendus par un magistrat à Bujumbura, sur une information leur attribuant la dénonciation dans les médias locaux d'un plan du pouvoir visant à déstabiliser l'opposition. L'actuelle secrétaire exécutive de "Iteka" (dignitaire, en langue nationale burundaise, le Kirundi), Mme Chantal Niyokindi, doit également comparaître mercredi dans le même dossier devant la justice.

On ignore pour le moment la partie plaignante dans cette affaire aux contours encore flous et qui est venue rappeler à l'opinion les chicanes politiques de l'année 2006 ayant mené droit en prison, pendant de longs mois, plusieurs témoins de la société civile et de l'opposition, dont l'ancien président de la république, Domitien Ndayizeye, et son ex-adjoint, Alphonse Marie Kadege, pour "tentative de coup d'Etat". Les prévenus ont recouvré la liberté, en janvier 2007, faute de preuves tangibles de culpabilité. "Notre mission ne vise pas à porter préjudice aux institutions de la république, mais plutôt à défendre, promouvoir les droits de l'homme et d'en prévenir les violations", s'est défendu M. Kavumbagu, avant de nier catégoriquement avoir un jour mis en cause des hommes du pouvoir dans un plan de déstabilisation de l'opposition. Un autre témoin de la société civile, actuellement président de l'observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME), Gabriel Rufyiri, devait également comparaître lundi après-midi, devant la justice. L'intraitable homme a multiplié ces derniers jours des déclarations de dénonciation des cas de détournements et de mauvaise gestion des deniers publics pour lesquels il a d'ailleurs déjà fait la prison.